

d'en appeler au peuple sur la question d'une aide plus forte qui serait accordée aux compagnies de chemin de fer, le réseau du Nord-Canadien compris. Pour l'édification du gouvernement de la province de la Colombie-Anglaise, je me contenterai de répéter ce que le ministre des Finances a dit, l'autre jour, en parlant de l'ancienne administration: A qui mal veut mal arrive. Nous constatons qu'en Colombie-Anglaise le sentiment sur la prodigalité du gouvernement de cette province dans l'encouragement qu'il donne à la construction de voies ferrées est tel que, si l'on en croit les rapports des journaux, le Gouvernement est presque affolé par des dissensions intestines à cause de l'aide que sir Richard McBride veut accorder à cette compagnie de chemin de fer. Telles sont les obligations, tels sont les legs que l'ancienne administration a laissés tomber sur les épaules du ministre des Finances! Ce sont les fardeaux qu'ont mis sur ses épaules non pas les anciens ministres, mais bien en grande partie ses propres amis politiques en Colombie-Anglaise.

La population de l'Ouest du Canada, du moins celle de ma province—je n'entends pas parler au nom des habitants des autres parties du pays—verra avec un véritable regret le Gouvernement abandonner le projet de la construction du chemin de fer de la baie d'Hudson. Mais je suis convaincu que je me fais l'écho de la grande majorité de la population que je représente en déclarant que tout cher que puisse être ce projet aux cœurs des habitants de l'Ouest, s'il s'agit pour eux d'accepter cette mesure tarifaire, avec la disposition antibritannique, ou la construction et le parachèvement du chemin de fer de la baie d'Hudson, presque tous les habitants de l'Ouest diront: Ne nous donnez pas de chemin de fer de la baie d'Hudson; nous avons besoin, certes, de cette voie ferrée, mais nous ne voulons pas qu'on fasse de dépense à son sujet, si le Gouvernement se sert de cette dépense comme d'un prétexte pour excuser cette mesure, qui, nous le savons, n'a pas l'approbation de la plus grande partie des contribuables de l'Ouest.

Cette taxe sur les marchandises britanniques a semblé vivement préoccuper le ministre des Finances et qu'elle soit une question qui cause des malaises chez les membres de la droite, cela est démontré par le fait que beaucoup d'entre eux, sinon tous, se sont soigneusement gardés, dans leurs discours, d'en faire mention. Dans son exposé budgétaire, le ministre des Finances a simplement annoncé—ce qui était

nécessaire de faire—qu'il se proposait d'augmenter de 5 p. 100 les droits sur les marchandises anglaises et ce ne fut qu'après le dépôt de l'amendement de mon très honorable ami le chef de l'opposition, qui s'attaquait à la base même de la question, qu'il s'occupa de ce sujet de la façon qu'il aurait dû faire, à notre estime, et qui aurait dû l'engager à faire disparaître celle-ci complètement.

Les honorables membres de la droite se sont toujours vantés—je suppose que l'on va considérer cette manière d'argumenter comme étant une atteinte à la trêve des partis, mais ils ont eux-mêmes violé cette entente et l'on ne saurait me blâmer—les honorables membres de la droite se sont toujours vantés de leur attachement au lien qui nous unit à l'empire. Je regrette l'absence de l'honorable député d'Ontario-nord (M. Sharpe), ce soir, parce que, il n'y a pas très longtemps, il a donné une entrevue, en pays étranger, au cours de laquelle il a exprimé la pieuse conviction qu'il était avantageux pour le peuple anglais qu'à l'heure présente le Canada fût entre les mains du parti impérialiste. Je me demande ce que mon honorable ami d'Ontario-nord pense que cette proposition du ministre des Finances de taxer les marchandises anglaises qui entrent au Canada?

Il est passé le temps où l'on pouvait tromper le pays avec des professions sonores et impudentes d'attachement à la couronne britannique; les actes parlent plus haut que les paroles, et les actions du Gouvernement parlent maintenant sur un ton à ce point élevé que je suis certain que beaucoup d'entre nous ne pouvons entendre les paroles des ministres, lorsqu'ils disent qu'ils sont les plus grands patriotes dont l'histoire du Canada fasse mention. C'est la déclaration qu'un membre de cette Chambre a faite à un journaliste étranger—et qu'il n'a pas niée—et je suppose que cette idée qu'ils constituent le parti de l'impérialisme est ancrée dans l'esprit de plusieurs membres de la droite, sinon de tous. A leur arrivée à la direction des affaires, le maintien du lien britannique était l'un des articles du programme de nos adversaires, programme qui assura leur victoire; mais que constatons-nous depuis les derniers mois écoulés? A cause de la guerre, durant les huit derniers mois de 1914, si on les compare avec les mêmes huit mois de 1913, nos importations de Grande-Bretagne ont diminué de \$30,000,000, tandis que durant le même laps de temps nos importations des Etats-Unis ont augmenté d'environ \$46,000,000. Et cet état